

# Qui peut faire cesser l'assassinat des défenseurs des droits humains ?

Traduction de l'article paru [en espagnol](#) dans le magazine *Semana* le 30 décembre 2017

*Todd Howland, Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits humains en Colombie, affirme que son bureau a enregistré la mort violente de 105 leaders locaux. Il explique pourquoi la consommation responsable pourrait faire partie de la solution à donner à cette tragédie.*

---

Je commence cet écrit avec une question : qui peut faire cesser les assassinats des défenseurs des droits humains (en Colombie) ? Ma réponse est la suivante : seulement vous, qui conformez la société colombienne, pouvez le faire.

Il y a environ un an, j'ai pris la parole au Congrès colombien et j'ai exprimé mes craintes quant à l'utilisation de la politique au sein du processus de paix. Ceci condamne des millions de Colombiens vivant dans des zones de conflit armé à continuer de subir des violations de leurs droits humains, la violence causée par d'autres groupes armés qui viennent occuper le vide laissé par les FARC-EP et une constante exclusion économique et politique.

J'ai demandé au Congrès de faire passer les droits de ces Colombiens avant la politique. Ce n'est pas arrivé. Je demande maintenant directement à ceux qui me lisent et à la société colombienne de redoubler d'efforts et de faire ce que leur gouvernement et leurs partis politiques n'ont pas réussi à faire.

Je m'adresse à tous les Colombiens, tant à ceux qui ont voté Non lors du plébiscite qu'à ceux qui ont voté Oui. Nous devrions tous pouvoir jouir des droits humains. Ils ne s'adressent pas seulement à ceux qui ont la chance de vivre dans certaines régions de la Colombie.

Aujourd'hui, dans le pays, les habitants de nombreuses régions d'où sont sortis les FARC souffrent de la pauvreté, des homicides, du manque d'accès aux droits politiques, économiques, sociaux et culturels, de l'absence de services publics de base, de la présence d'économies illégales et du contrôle des groupes armés illégaux.

Jusqu'au 20 décembre 2017, le bureau du Haut-Commissaire avait recensé 105 homicides de défenseurs des droits de l'homme et de leaders locaux, dont 73 meurtres contre des leaders, 18 meurtres de membres de mouvements sociaux et politiques et 14 victimes lors de mobilisations sociales. De plus, 11 cas supplémentaires étaient alors en cours de vérification. Environ 60% de ces meurtres et des morts dans le cadre de manifestations sociales se sont produits dans des zones où opéraient anciennement la guérilla des FARC.

Les meurtres de défenseurs des droits de l'homme sont largement liés à la lutte pour le pouvoir, motivée par le désir de certaines personnes d'élargir ou de maintenir leur pouvoir politique et économique et par leur ambition de contrôler les rentes des activités illégales; les défenseurs tués sont généralement un obstacle à de telles fins, parce qu'ils ne participent pas de ces luttes de pouvoir mais représentent au contraire le désir des paysans, des Afro-Colombiens et des

peuples autochtones de jouir d'une véritable participation politique, libre de la dépendance aux cultures illicites ou à d'autres économies illégales.

La société colombienne doit accepter sa part de responsabilité dans cette situation, c'est-à-dire face aux meurtres récurrents de défenseurs des droits humains, face à la pauvreté rurale, à l'exclusion politique et économique, à l'existence des narcotrafiquants, des bandes criminelles et des "dissidents". Si la société comprend sa responsabilité, la possibilité de changer cette réalité devient concrète. Les assassinats des défenseurs des droits de l'homme pourraient cesser.

Cependant, si la société décide de penser et d'agir comme si ce problème n'était pas le sien, les Colombiens les plus affectés par le conflit continueront de subir les violences et les violations de leurs droits humains.

### **Une réflexion sur la violence et la paix**

Ce n'est peut-être que lorsque chacun se regardera dans le miroir que la relation de longue date de la Colombie avec la violence pourra changer. Je vous invite à vous demander, en ces derniers jours de 2017 : "Qu'ai-je fait pour améliorer la vie des Colombiens touchés par le conflit ? Si votre réponse est : J'ai voté OUI ou NON, vous n'avez pas réussi le test, vous n'en avez pas fait assez. Ma réflexion veut vous inviter à penser à une société où les gens et leurs actions individuelles comptent et sont même essentielles pour orienter le pays soit vers la paix ou la prolongation de la violence. Ces questions s'éloignent beaucoup des matchs de football, où la question est de savoir dans quel camp on est et quelle équipe on soutient. Ici, en vérité, les décisions individuelles sont transcendantes pour la vie de ceux qui vivent dans « l'autre Colombie ».

Par ailleurs, il est clair que le Gouvernement et l'État doivent être plus honnêtes face aux violations des droits humains et à la violence, et il serait bon qu'ils reconnaissent que leurs politiques et programmes doivent non seulement être améliorés, mais ils doivent aussi contribuer à créer une compréhension commune au sein de laquelle tous les Colombiens peuvent contribuer et participer à changer la situation.

### **Le pouvoir du consommateur**

Maintenant je veux m'adresser aux consommateurs, c'est-à-dire à nous tous qui avons un grand pouvoir pour changer le cycle de la violence.

Une partie du problème dans le pays est le manque d'accès à des marchés viables pour les produits qui sont ou qui pourraient être cultivés dans des régions déchirées par la guerre, où des milliers de Colombiens ne jouissent pas de leurs droits, comme je l'ai mentionné auparavant.

En Colombie, la consommation responsable n'a pas été encouragée et en outre il y a un manque de soutien étatique à la petite économie paysanne, indigène et afro-colombienne. Les achats publics ne tiennent pas compte des petits producteurs, qui vivent dans les régions les plus difficiles du pays.

Les pouvoirs locaux contrôlent les marchés dans ces régions en proie à des conflits et proposent des prix misérables aux producteurs.

Le Bureau des Nations Unies pour les droits humains soutient un projet (CoffeeForRights) dans le Canyon Las Hermosas. Il cherche à permettre aux producteurs locaux de vendre leur café directement aux consommateurs nationaux et internationaux, au prix du marché, par le biais d'une application web. Dans un délai de 6 mois, en juin 2018, les paysans pourront augmenter leur revenu de 80% ou 100%, même après avoir ajouté les coûts de transport national ou international.

Ce projet peut voir le jour sans avoir besoin de modifier l'infrastructure de transports existante. Mais ce qui est vraiment remarquable, c'est que les recettes des producteurs de café générées dans le cadre du projet dépasseront les recettes potentielles de toute autre production illicite.

Ce programme fonctionne parce qu'il est mis en œuvre à petite échelle. « *Small is beautiful* », puisque des petites entreprises sont nécessaires pour transformer l'économie locale en une économie plus équitable et durable.

Nous espérons qu'avec ce projet, les agriculteurs du Canyon Las Hermosas généreront des revenus suffisants et pourront pousser les pouvoirs politiques de leur région à améliorer les écoles et l'accès aux soins de santé.

### **Consommation responsable**

Dans le monde, le pouvoir d'améliorer ou pas le respect des droits humains des individus est devenu de plus en plus évident au cours de ces dernières années, avec l'augmentation des consommateurs responsables et le développement du marché des investissements.

Certains des plus grands fonds d'investissement mondiaux se voient désormais interdire d'investir dans des entreprises qui violent les droits dans leur chaîne d'approvisionnement. Le Norwegian Pension Fund et le California Public Employees Retirement Plan (le plus important fonds de pension des États-Unis) en sont des exemples. Ces choix individuels modifient radicalement les stratégies en matière de droits humains.

En Colombie, il existe peu d'expériences de ce type pouvant être reproduites. Par exemple, le restaurant WOK a diffusé des bonnes pratiques de cuisine et de consommation responsable à travers l'achat de la pêche artisanale et le développement durable, l'utilisation d'ingrédients issus des communautés locales et la protection de l'environnement.

### **Aimeriez-vous devenir un consommateur responsable ?**

Je suis convaincu qu'il est possible de générer des changements positifs dans la jouissance des droits humains dans des zones de conflit, malgré la politique colombienne, mais cela dépendra beaucoup de la société.

Selon les estimations, si 10 pour cent des consommateurs colombiens deviennent des consommateurs responsables, cela suffirait à changer la réalité dans les zones affectées par le conflit armé.

Il me semble que nous pouvons commencer à donner forme et profondeur à cette idée en [devenant] consommateurs responsables et en contribuant à changer la réalité dans des régions telles que le Chocó, le Putumayo, le Cauca, le Guaviare, Nariño et Tolima, c'est-à-dire dans les régions où le conflit armé a frappé et frappe encore la population. [...]

Il s'agit de réduire le nombre d'intermédiaires entre les paysans et les consommateurs. Ceci permettrait aux producteurs de vendre leurs produits à un prix juste, pouvant ainsi améliorer la jouissance de leurs droits ; et aux consommateurs de profiter de produits locaux pour le même prix que les produits qu'ils trouvent dans les supermarchés, tout en contribuant activement à générer des changements positifs dans le domaine des droits humains.

### **Les achats publics auprès des petits producteurs**

En Colombie, les gains individuels et politiques sont presque toujours plus importants que les droits et le bien-être des personnes vivant dans les zones frappées par le conflit. Les nouvelles sont pleines d'informations sur la corruption dans les contrats d'approvisionnement alimentaire des programmes de nutrition pour les communautés les plus vulnérables et d'alimentation scolaire et sur la nécessité de faire face à l'augmentation des cultures de coca.

Très peu de mesures ont été prises pour créer des synergies entre les entreprises, les entités publiques, les églises et d'autres secteurs et les communautés affectées par le conflit, comme moyen de surmonter la corruption, de mettre en œuvre des programmes sociaux adéquats et, dans le même temps, de stimuler la petite économie des communautés rurales touchées par le conflit. La protection des intérêts individuels et institutionnels pèse de tout son poids et ne permet pas d'imaginer de nouvelles alternatives.

Il est nécessaire et urgent que l'Etat, à travers ses programmes de fourniture d'aliments, d'alimentation scolaire et d'assistance nutritionnelle aux populations vulnérables commencent à acheter la production de petits producteurs locaux.

Ceci impliquerait aussi d'acheter les produits des agriculteurs qui veulent se joindre à l'économie légale et souhaitent volontairement remplacer leurs cultures de coca, de marijuana et de pavot par des cultures légales.

Les ressources budgétaires nationales actuellement utilisées pour nourrir quelque 500'000 personnes dans les forces armées et la police, plus de 120'000 détenus et des dizaines de milliers d'étudiants et de bénéficiaires de programmes nutritionnels, pourraient avoir un impact supplémentaire sur la réduction de la pauvreté dans les zones rurales si les entités responsables décidaient de mettre en œuvre des programmes d'achat de produits agricoles auprès de petits producteurs ruraux. Mais dans le cas contraire : *si vous ne faites rien, vous faites partie du problème.*

Le gouvernement colombien devrait se tourner vers le Brésil, où deux modèles d'agriculture sont soutenus : la petite économie paysanne et l'agro-industrie. Le Brésil a montré que les petits producteurs sont viables. Mais la vision du gouvernement colombien est toujours axée sur la stimulation de la grande industrie, en négligeant le renforcement des petits producteurs.

La grande industrie a pourtant besoin d'importants capitaux et investissements dans les infrastructures, qui sont peu probables à court terme. L'abandon de l'économie paysanne se traduit par la survie des économies illégales, les meurtres de défenseurs des droits humains et la violence en général. Encore une fois, l'idéologie est plus importante que la vie. Cela doit changer.

Lorsque l'État colombien commencera à effectuer ses achats dans le respect de ses obligations en matière de droits humains, les consommateurs pourront commencer à exiger des

changements et les investisseurs devront veiller à ce que les droits soient respectés tout au long de la chaîne de production. Les entrepreneurs, les universitaires et les églises qui veulent une société où les droits de l'homme soient respectés devraient donner libre cours à leur créativité afin d'autonomiser progressivement les communautés locales en créant des marchés pour elles et un changement profond dans l'équation actuelle, pour atteindre une situation dans laquelle il y aura plus de consommateurs responsables, plus d'inclusion des communautés rurales, plus d'économies licites dans ces régions, plus de droits, moins de violence, moins de meurtres des défenseurs des droits humains et plus de paix.

2018 marquera le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, et l'un de ses objectifs sera que nous travaillions tous pour faire des droits humains une réalité partout et pas seulement dans certains endroits. J'exhorte tous les Colombiens à participer à la résolution du cauchemar des droits humains auquel sont confrontés bon nombre de leurs concitoyens à Tumaco, Chocó et dans bien d'autres régions rurales de la Colombie. Les changements ne surviennent pas grâce aux bonnes intentions ou aux plans, mais par des actions individuelles et collectives. Vous pouvez être le changement dont le pays a besoin.

Todd Howland, Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits humains en Colombie